

# Les télévisions publiques européennes à la diète

De la BBC à France Télévisions en passant par la RTBF et la VRT, les chaînes publiques sont épuisées par les mesures d'austérité. Sans réaction forte, l'horizon s'annonce encore plus sombre.

**L**es télévisions publiques européennes ont mal au portefeuille. Cette semaine, c'était au tour de la BBC de compter ses petits sous et de confirmer le départ de 1.000 salariés (sur 22.000). « Une BBC affaiblie, c'est un Royaume-Uni affaibli », s'est ému un collectif de célébrités britanniques dans un communiqué qui a fait le tour d'internet. Ce sont en fait toutes les chaînes publiques européennes qui sont touchées. Elles vont devoir faire mieux avec moins.

**1 Quelle est la situation ?** Il ne se passe plus une semaine sans qu'un gouvernement annonce des réformes ou des réductions budgétaires au détriment des télévisions publiques. Au Royaume-Uni, le Premier ministre David Cameron a décidé que le coût de la redevance télévisuelle, jusqu'à présent gratuite pour les plus de 75 ans, ne serait plus supporté par l'État mais par la BBC directement. Le manque à gagner est estimé à 800 millions d'euros pour le groupe public.

En Belgique, la RTBF fait déjà de gros efforts depuis 2003. Près de 50 millions d'euros ont été économisés chaque année et 600 équivalents temps plein supprimés. Fin 2014, pour éviter de nouveaux licenciements, la RTBF a été obligée de couper dans la culture et dans le sport. Les salariés risquent aussi leur peau à France Télévisions. Delphine Ernotte prendra les commandes de la télévision publique française avec un déficit de 90 millions d'euros laissé par son prédécesseur comme cadeau de bienvenue. La Flandre n'est pas épargnée, le budget de la VRT devrait être réduit

de 20 % dans les prochaines années. Tristes champions de l'austérité, les Grecs ont tout bonnement été privés des programmes de l'ERT pendant deux ans.

**2 Comment en est-on arrivé là ?** Trois facteurs principaux expliquent cette crise des télévisions publiques. Primo, la crise financière et économique. La culture n'a pas échappé aux coupes budgétaires, surtout dans les pays où des gouvernements de droite sont arrivés au pouvoir. « Cela entraîne des questionnements quant au contenu et à la légitimité du service public dans certains pays, comme en Grande-Bretagne avec le gouvernement Cameron », explique Caroline Pauwels, professeur à la VUB. Ces gouvernements posent la question de savoir s'il faut plutôt financer l'éducation ou la santé publique plutôt que la télévision. »

Secundo, les télévisions publiques ont du mal à s'insérer dans le nouvel écosystème médiatique. « Nous vivons actuellement une transition dans le secteur des médias qui n'affecte pas que les services publics mais aussi tous les acteurs des médias de façon fon-

damentale », poursuit Pauwels. On parle d'une nouvelle « écologie des médias », incarnée par les géants Facebook et Google qui possèdent les caractéristiques communes d'être des acteurs globaux, gratuits, interactifs et misant sur l'individualisation des services. « Le service public doit se repositionner dans cet environnement, ce qui nécessite une nouvelle quête de sa légitimité et de son organisation », conclut Pauwels.

Tertio, les télévisions publiques doivent faire face à des revenus publicitaires en berne. Pourtant, la télévision reste le média sur lequel les annonceurs tablent le plus. « La suprématie du média télé est encore d'actualité mais nous sommes dans une phase de

changement », précise Gauthier Piret de l'agence Space. *L'efficacité de la télé est toujours justifiée car on touche toujours autant de monde si pas plus. Le challenge pour les chaînes publiques et de télévisions en général est de ne pas perdre d'audience au profit des autres médias.* » Sachant que les moins de 25 ans

consacrent déjà un tiers de leur temps de vision à internet, les chaînes publiques vont devoir massivement investir le terrain pour espérer les garder dans leur giron. D'où l'idée de la BBC de carrément transférer une de ses chaînes sur le web et d'économiser 40 millions de livres par la même occasion (lire ci-dessous).

**3 L'existence des télévisions publiques est-elle menacée ?** Les experts interrogés par *Le Soir* n'imaginent pas la fin des télévisions publiques, même à long terme. La situation atteint cependant un point critique. « Le service public est actuellement arrivé au minimum du personnel qu'il peut utiliser pour remplir l'ensemble des missions qu'il s'est assigné ou qu'on lui a assigné », prévient Frédéric Antoine, chercheur à l'UCL. *Si on coupe encore dans le personnel, ça va vraiment devenir impossible.* »

Outre la piste d'un basculement complet sur internet qui paraît peu probable (lire ci-dessous), les chaînes vont devoir faire de plus en plus régulièrement appel à des sociétés de production privées pour fournir les contenus. « Dans les années quatre-vingt et nonante, tous les services publics ont été "surstaffés" », reconnaît Frédéric Antoine. *Au fil du temps, on essaye de réduire cette proportion, mais on risque de se retrouver à ne plus diffuser que des produits de stocks comme les séries qui sont bien moins chères à l'achat que la production d'émissions propres.* » ■

MAXIME BIERMÉ

## PISTES

### « Basculer intégralement sur internet ? C'est suicidaire ! »

Pour économiser 40 millions de livres par an, la BBC a décidé de faire basculer sa chaîne BBC3 intégralement sur le web. Une bonne idée ? Pas pour Frédéric Antoine, chercheur à l'UCL. « C'est un peu suicidaire ! Il suffit de penser à d'autres exemples de médias

comme le magazine Newsweek et ce n'est pas le seul cas. C'est surtout une sorte de menace pour montrer jusqu'où on devrait pouvoir aller si on ne réagit pas pour protéger ce que diffusent les services publics. » Gauthier Piret, de l'agence Space, partage cette analyse. Pour lui, il est encore trop tôt pour basculer sur le net : « La tendance serait plutôt de créer une chaîne digitale et de faire glisser le contenu au fur et à mesure. J'ai du mal à envisager que la RTBF dise d'un coup que La Une ou La Deux deviennent totalement digitales. Il y aura sûrement des transferts

vers le web à terme mais ce ne sera que certaines émissions, sinon ce serait trop disruptif. » La RTBF a justement choisi d'évoluer en douceur. Elle tente de compenser ses coupes dans la culture par plus d'investissements sur le site web qui lui est dédié. Les capsules « C'est cult » et « L'invitation » sont mises en ligne avant d'être diffusées en télévision. De là à annoncer la mort de la télé, il y a un pont que des centaines de millions d'Européens sont encore loin d'être prêts à franchir. La télévision publique saigne mais elle n'est pas morte.

M.B.

## EN GRÈCE

## Le lent réveil de l'ERT

Trois petites lettres et un symbole. ERT, la radio-télévision publique grecque, a officiellement repris l'antenne jeudi 11 juin. À six heures tapantes du matin, le logo est apparu à l'écran sur fond de drapeau grec, alors que commençait une émission d'information animée par deux journalistes visiblement très émus. « *Bonjour à toute la Grèce en ce jour très spécial. Le signal a changé. Nous vous promettons une radio-télévision publique indépendante du pouvoir* », a lancé le présentateur Nikos Anguélidis.

Deux ans plus tôt jour pour jour, le gouvernement grec de l'époque, dirigé par le conservateur Antonis Samaras, fermait brutalement en quelques heures les cinq chaînes de télévision et les 28 stations de radio de l'ERT, laissant sur le carreau 2.700 employés. « *Un choc pour l'ensemble de la société, se rappelle le journaliste radio Nikos Tsididas, qui a tenu l'antenne jusqu'au bout ce soir-là. Jusqu'à ce que le noir et le silence tombent sur l'audiovisuel public. Une première mondiale !* »

Quatre chaînes de télé ont été rouvertes ainsi que 27 antennes de radio. ERT est donc techniquement revenue à son niveau de 2013. Mais ensuite ? Quelle est la ligne éditoriale ? Quels programmes ont été commandés ? Mis à part des émissions d'information, quelques séries étrangères et des documentaires issus des archives de l'ancienne ERT, rien n'est encore vraiment prévu.

« *Nous n'avons pas encore été consultés pour des appels d'offres* », regrette un producteur privé qui attend avec impatience la reprise des commandes d'ERT. « *Depuis deux ans, c'est la crise pour notre secteur, car ERT était le principal commanditaire en Grèce.* »

Dans ces dernières semaines de difficiles négociations entre le gouvernement grec et les créanciers du pays, ERT a en tout cas prouvé son indépendance en organisant des plateaux équilibrés. Une nouveauté encourageante pour un audiovisuel public

longtemps assujéti au pouvoir politique.

ADEA GUILLOT, À ATHÈNES

